

# « Gouvernements d'ultradroite et de menteurs »

Thierry Bodson dénonce les pratiques au fédéral et en Wallonie

**T**hierry Bodson a été réélu pour 4 ans secrétaire général de la FGTB wallonne ce jeudi, lors d'un congrès qui s'achèvera ce soir. C'est son troisième mandat. Mais l'essentiel n'était pas là. Il était dans les propos au picrate tenus à l'égard du MR et du cdH, dénonçant à la tribune « des gouvernements d'ultradroite et de menteurs, au niveau fédéral et wallon ! »

Et d'appuyer : « La marque de fabrique des libéraux, c'est le mensonge ! Le MR ne crée pas de l'emploi, c'est une grande entreprise de destruction de l'emploi ! » Et il est aidé par « le coup d'Etat de Benoît Lutgen l'été dernier », avec un cdH « de plus en plus à droite ».

Des propos de tribune, volontairement excessifs ? « Pas du tout ! », conteste Thierry Bodson dans l'entretien qu'il accorde à Sudpresse. « Personne ne niera que les décisions prises ne sont pas positives pour les gens. Sur les pensions, il y aura au final une perte pour la majorité des Belges, dont beaucoup de femmes et certains métiers. Même chose au niveau wallon : dans la réforme des points APE, Pierre-Yves Jeholet assure qu'il n'y aura pas de pertes

d'emploi. Mais de 2018 à 2020, le budget qui y est consacré va baisser de 7% ! »

➔ **Vos mots sont durs...**

« Oui parce que ce que font les gouvernements fédéral et wallon est impressionnant ! Ils ne supportent même plus la contradiction, la contestation, le contre-pouvoir ou le débat de fond sérieux ! Elle est là, la trumpisation. On se balance des insultes à la figure. Et ils nous mentent. »

➔ **En quoi ?**

« Par deux fois, on a dit au MR qu'on ne voulait pas de sa réforme de la fonction consultative. Devant nous, le gouvernement Borsus promet qu'il ne la fera pas. Puis on reçoit son projet par courrier ! Et ils font entrer le syndicat libéral, le syndicat neutre des indépendants et un environnementaliste au Bureau du conseil économique de Wallonie ! La démocratie est en danger ! »

➔ **La confiance est rompue ?**

« C'est clair. Comment osent-ils mentir comme ça ? Au-delà des aspects socio-économiques néfastes pour les gens, plein d'autres choses cassent le modèle social de concertation. Jeholet, il est comme la N-VA : il nous dit je suis l'élu, je décide. »

➔ **Le cdH en prend aussi pour son grade...**

« Vous avez entendu le projet de Benoît Lutgen de mettre un cordon sanitaire autour du PTB ? Comme pour le Vlaams Belang ? On peut ne pas aimer

**« Ils ne supportent plus la contradiction, le débat de fond ! Elle est là, la trumpisation. On se balance des insultes »**

le PTB mais je ne peux pas accepter qu'un responsable politique de haut niveau le mette dans le même sac que l'extrême droite, de mélanger les communistes et les fachos !

➔ **Bon, le gouvernement wallon va quand même instaurer une assurance autonomie, non ?**

« Je ne suis pas contre le principe. Mais tout le monde devra payer 50 euros, chômeurs et pensionnés inclus. Il serait bien plus égalitaire de jouer sur les additionnels à l'IPP, chacun contribuerait selon ses revenus. Et puis, on accroît l'offre de services à domicile, mais on n'offre pas de bonus pour les gens à faibles revenus. Résultat : certains ne sauront même pas se payer la première heure de service à domicile. »

➔ **Il veut aussi donner un incitant aux chômeurs qui se formeront pour un métier en pénurie...**

« On a étudié 8 mois d'offres au Forem dans 10 métiers en pénurie. Systématiquement, il fallait une expérience de 3-4 ans, on offrait un CDD ou un intérim et souvent les qualifications requises étaient supérieures au métier. Chercher le mouton à 5 pattes, c'est créer la pénurie. Faisons plutôt une expérience pilote. Que l'employeur nous dise pourquoi il n'engage pas les gens qu'on lui envoie. Après, s'il y a vraiment un souci sur certains métiers, pas de souci à évoluer vers des primes pour les apprenants. »

INTERVIEW > CHRISTIAN CARPENTIER

## Revendications

## « On n'a pas peur d'être des gauchistes »

Ces jeudi et vendredi, la FGTB wallonne tient congrès sur le thème « Construisons un nous à gauche ». En clair ? « Le clivage gauche-droite existe, il n'est pas ringard ! », plaide Thierry Bodson. « C'est la droite et le centre à la Macron ou à la Lutgen qui en ont peur. Le rapport capital-travail, il existe plus que jamais. Une société où il est préférable de louer 4 appartements plutôt que de travailler à temps plein, c'est quand même un problème ! »

« La lutte des classes, elle existe plus que jamais. Une femme d'ouvrage à mi-temps qui doit

faire 10 chambres d'hôtel et 10 ou 15 bureaux pour gagner 650 euros par mois, on est en plein dans la lutte des classes ! Il faut se le réapproprier ! On n'a pas peur d'être des gauchistes ! Ce n'est pas encore une injure ! Pas plus que les mots taxe ou fiscalité... »

> Votre dialectique est plus proche du PTB que du PS, non ?

« Je présente un programme politique, mais qui n'est pas partisan. Notre horizon, ce ne sont pas les échéances électorales. C'est de dire : puisque les décisions prises sont souvent négatives pour une majorité de

gens, lançons un appel pour rassembler les syndicats, les associations... On veut fédérer. »

> Concrètement ?

« En fiscalité, globaliser les revenus pour les taxer, avec une ouverture au débat pour les loyers de la première maison louée. On veut aussi réintroduire les tranches supprimées par Reynaers. Donc taxer à 52,5 % dès 6.000 euros imposables, 55 % dès 8.000 euros, et 65 % à partir de 12.000 euros. Et on demande que le revenu minimum brut soit de 2.300 euros, plus de 1.600 euros, afin

que tout le monde puisse vivre dignement. »

> Et dans les autres matières ?

« Que toutes les allocations sociales soit au moins au niveau du seuil de pauvreté : 90 % sont en dessous ! Des services publics renforcés, notamment grâce aux 3 à 4 milliards de rentrées de la réforme fiscale. Que les aides à l'emploi soient conditionnées à la création de jobs. Savez-vous qu'aujourd'hui, un tiers de ces aides servent à des contrats d'un jour ? Enfin, on doit aussi se pencher davantage sur le problème du stress au travail. »

INTERVIEW > CH. C.

## Grogne

## Deux manifs en front commun à Namur

La grogne syndicale ne s'exprime plus que dans les interviews. Les branches wallonnes de la FGTB et de la CSC ont décidé de passer à l'action, contre les mesures prises ou en voie de l'être par le gouvernement de Willy Borsus (MR). C'est une première, depuis plus de quinze ans !

Cible de leur colère : la réforme des APE « qui va frapper de plein fouet les emplois en Wallonie », ainsi que « les politiques libérales qui menacent la qualité des services à la population ».

Tout commencera par une « concentration de militants », organisée en interprofessionnel dans les rues de Namur, le lundi 25 juin prochain. Les syndicats socialiste et chrétien se sont accordés à ce sujet ce jeudi. Mais cela ne devrait être qu'un premier tour de chauffe. Car dans leurs cartons figure également le projet d'une manifestation de plus grande ampleur, le 20 septembre cette fois. Soit juste après les fêtes de Wallonie. Et juste avant les élections communales du 14 octobre...

But ? Faire pression sur ces élections. Thierry Bodson ne le cache pas. « Mais j'espère qu'on

ne s'arrêtera pas là », nous explique-t-il. « Pour moi, il faut aller jusqu'en 2019. La réforme des points APE, elle va toucher quantité d'élus locaux, dans leurs crèches, leurs garderies... Qui sème le vent récolte la tempête ! En se mettant en place, le gouvernement wallon annonçait vouloir être dans la continuité du fédéral. Il a tenu parole : ils le sont ! Et ça mérite une réplique syndicale... »

Le son de cloche est identique du côté de Marc Becker, à la CSC wallonne. « L'idée est de lancer un signal au gouvernement wallon et au ministre de l'Emploi, M. Jeholet, par rapport à la réforme des APE. Comme elle a été préparée, elle va avoir un impact sur l'emploi. Nous sommes d'accord avec le principe d'une réforme, mais pas comme cela. »

CH. C.